

Art. 2. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Art. 3. Le Ministre compétent en matière de Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Eupen, le 31 août 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,
Le Ministre-Président,
O. PAASCH
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
H. MOLLERS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2017/206201]

31 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Regering tot vaststelling van de lijst van de beroepen met verschillende beroepsactiviteiten

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's;

Gelet op het besluit van de Executieve van 19 december 1988 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding in de middenstand, artikel 10, § 1, 5^o, en § 6, 4^o, alsook artikel 20, § 1, 2^o;

Gelet op het advies van het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de middenstand en de kmo's, gegeven op 11 juli 2017;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Opleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De lijst van de beroepen met verschillende beroepsactiviteiten wordt vastgesteld als volgt :

1^o programma slager-spekslager (A01) : activiteit "slagerij" en activiteit "spekslagerij";

2^o programma bakker-banketbakker (A06) : activiteit "bakkerij" en activiteit "banketbakkerij";

3^o programma restauranthouder (A09) : activiteit "service" en activiteit "keuken";

4^o programma metaalconstructeur in staal en duraluminium (E02) : activiteit "staal" en activiteit "duraluminium";

5^o programma carrosseriehersteller (E08) : activiteit "carrosserie" en activiteit "lakkerij";

6^o programma sanitair installateur (E18) : activiteit "sanitaire installaties" en activiteit "gasinstallaties";

7^o programma mechatronicus (G02) : activiteit "veiligheid/comfort/chassis", activiteit "aandrijflijn" en activiteit "onderhoud";

8^o programma schilder-behanger (L01) : activiteit "schilderen" en activiteit "behangen".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2017.

Art. 3. De minister bevoegd voor Opleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 31 augustus 2017.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206297]

23 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant les missions de l'Agence wallonne du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon, l'article 6, § 1^{er} ;

Vu le Code wallon du Patrimoine, les articles 214, § 1^{er}, 215 et 216/1, § 1^{er} et 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2017;

Vu le protocole de négociation n° 730 du Comité de secteur XVI conclu le 13 octobre 2017;

Vu le rapport du 6 juillet 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 62.318/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la mise en œuvre de ces dispositions nécessite l'adaptation du processus décisionnel et des structures administratives y afférentes;

Sur proposition de la Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre I^{er} - Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Agence : l'Agence wallonne du Patrimoine au sens du décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon;

2° le Ministre : le Ministre qui a le patrimoine dans ses attributions.

3° la DGO4 : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie;

4° l'Institut : l'Institut du Patrimoine wallon;

5° le membre du personnel : l'agent, le stagiaire ou le membre du personnel engagé par contrat de travail.

Art. 2. L'Agence est créée au sein de la DGO4.

Elle est dirigée par un inspecteur général-expert au sens de l'article 10, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le siège administratif de l'Agence est établi à Namur.

CHAPITRE II - Les missions

Art. 3. L'Agence a pour missions de :

1° mettre en place des mesures de protection en faveur des biens dont l'intérêt patrimonial est reconnu;

2° inventorier, préserver, étudier et mettre en valeur le patrimoine en ce compris les biens et les sites archéologiques;

3° organiser et gérer un guichet unique en matière de patrimoine;

4° réaliser les fiches patrimoniales des biens classés ou en voie de classement;

5° conserver et organiser les sources documentaires en lien avec le patrimoine, en assurant leur accessibilité;

6° venir en appui aux propriétaires de biens classés dans le cadre de leurs projets d'affectation, d'entretien, de maintenance et de restauration;

7° remettre des avis relatifs aux biens d'intérêt patrimonial et délivrer les autorisations en matière de travaux sur biens classés et assurer le suivi de leur mise en œuvre;

8° gérer l'octroi de subsides, relatifs à l'étude, la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine;

9° coordonner les travaux de restauration et d'entretien sur le petit patrimoine populaire wallon;

10° gérer, conserver, restaurer et valoriser les propriétés et les collections qui lui sont confiées ou qu'elle acquiert;

11° développer et gérer des montages financiers et juridiques spécifiques pour des projets patrimoniaux complexes en concertation avec les administrations et acteurs concernés;

12° réaliser et organiser les opérations archéologiques, notamment liées à l'archéologie préventive et à l'archéologie du bâti;

13° gérer les demandes et octroyer les autorisations de fouilles archéologiques;

14° gérer les demandes, octroyer et contrôler les agréments visés par le Code du Patrimoine;

15° gérer les demandes, agréer les dépôts de biens archéologiques et contrôler leur gestion;

16° gérer les propositions de biens à inscrire sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, coordonner et participer aux plans de gestion de ceux-ci;

17° diffuser et développer les savoirs, les compétences et les techniques par la sensibilisation et la formation aux métiers du patrimoine;

18° organiser et gérer les infrastructures d'accueil dans le domaine des métiers du patrimoine;

19° sensibiliser les publics au patrimoine;

20° assurer la représentation du patrimoine wallon au niveau international, en concertation avec les Régions et les Communautés, au sein des délégations belges;

21° établir et promouvoir la renommée du patrimoine wallon au niveau international;

22° instruire les recours en matière de patrimoine.

Art. 4. L'Agence dispose des moyens d'action suivants :

1° proposer au Gouvernement de poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le cadre de l'expropriation prévue à l'article 212, § 2, du Code wallon du Patrimoine ou pour permettre à l'Agence d'accomplir ses missions;

2° développer et réaliser toutes activités se rapportant directement ou indirectement à ses missions;

3° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet.

Art. 5. Pour la réalisation de ses missions, l'Agence dispose de biens immeubles et de biens meubles à caractère patrimonial, qui constituent son patrimoine affecté. L'inventaire de ce patrimoine est établi par le Gouvernement.

CHAPITRE III - *Le personnel*

Art. 6. Sont affectés à l'Agence :

1° les membres du personnel transférés de l'Institut à la Région wallonne en application du décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en un service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon;

2° les membres du personnel affectés au Département du Patrimoine de la DGO4;

3° les membres du personnel affectés dans les Directions extérieures de la DGO4 et exerçant des tâches relatives à la compétence du patrimoine.

Art. 7. Les membres du personnel de l'Institut sont transférés, nominativement, par un arrêté du Gouvernement. Ces transferts ne constituent pas de nouvelles nominations.

Art. 8. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés de l'Institut conservent au moins la rétribution qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer à l'Institut la fonction dont ils étaient titulaires à la veille de leur transfert.

Ils conservent leur qualité, leur grade, leurs anciennetés administrative et pécuniaire.

§ 2. Ils conservent les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à l'Institut conformément à la réglementation qui leur était applicable.

Ils conservent les avantages liés à une fonction si les conditions de leur octroi subsistent.

CHAPITRE IV - *La plateforme de coordination transversale*

Art. 9. La plateforme de coordination transversale facilite la mise en œuvre et le suivi des projets de l'Agence.

Art. 10. La plateforme de coordination transversale est composée des directeurs de l'Agence et est présidée par l'inspecteur général-expert visé à l'article 2. Le directeur général de la DG04 peut décider d'y assister.

La plateforme de coordination transversale peut inviter toute personne à participer à ses réunions.

Au cours du premier semestre suivant la création de l'Agence, la plateforme de coordination transversale établit un règlement d'ordre intérieur que son président soumet au Ministre pour accord.

CHAPITRE V - *Dispositions modificatives et finales*

Art. 11. Dans l'article 505, du Code wallon du Patrimoine, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° administration : l'Agence wallonne du patrimoine; ».

Art. 12. Dans l'article 506, du même Code, le 7° est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 508, § 1^{er}, les mots « du directeur général » sont remplacés par les mots « de l'inspecteur général-expert ».

Art. 14. Dans l'article 509, alinéa 2, 2°, du même Code, les mots « ainsi qu'à l'Institut du Patrimoine wallon lorsqu'il s'agit d'un bien inscrit sur une des listes mentionnées à l'article 218 » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 513/2, alinéa 3, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014, les mots « ainsi que l'Institut du Patrimoine wallon s'il s'agit d'un bien repris sur ses listes au sens de l'article 218 du CWATUPE » sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article 514 du même Code, le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° administration : l'Agence wallonne du patrimoine; ».

Art. 17. Dans l'article 514/3, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, au 5°, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie ou son représentant » sont remplacés par les mots « de l'administration » »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 514/17, alinéa 3, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014, les mots « ainsi qu'à l'Institut du Patrimoine wallon s'il s'agit d'un bien inscrit sur une liste mentionnée à l'article 218 du CWATUPE » sont abrogés.

Art. 19. Dans l'article 515 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004, les mots « l'inspecteur général de la Division du Patrimoine est investi de la délégation » sont remplacés par « l'inspecteur général-expert de l'Agence wallonne du Patrimoine ».

Art. 20. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région, le 19^o est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 22. Le Ministre du Patrimoine et la Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2017.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206297]

23 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van de opdrachten van het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap) als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut van het Waals Erfgoed), artikel 6, § 1;

Gelet op het Waals Erfgoedwetboek, inzonderheid op de artikelen 214, § 1, 215 en 216/1, § § 1 en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juli 2017;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 730 van Sectorcomité XVI, gesloten op 13 oktober 2017;

Gelet op het rapport van 6 juli 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 62.318/4, gegeven op 14 november 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van deze verschillende maatregelen de aanpassing van het besluitvormingsproces en van de desbetreffende administratieve structuren vergt;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I - Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Agentschap : Het "Agence wallonne du Patrimoine" in de zin van het decreet van 12 juli 2017 tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon";

2^o Minister : de Minister bevoegd voor Erfgoed.

3^o DGO4 : het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

4^o het Instituut : het "Institut du Patrimoine wallon";

5^o het personeelslid : de ambtenaar, de stagiair of het personeelslid dat via arbeidsovereenkomst in dienst is genomen.

Art. 2. Het Agentschap wordt binnen het DGO4 opgericht.

Het wordt geleid door een expert inspecteur-generaal in de zin van artikel 10, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De administratieve zetel van het Agentschap is in Namen gevestigd.

HOOFDSTUK II - *De opdrachten*

Art. 3. Het Agentschap heeft de volgende opdrachten :

- 1° beschermingsmaatregelen ten gunste van de goederen waarvan het patrimoniaal belang wordt erkend, treffen;
- 2° het erfgoed, met inbegrip van de goederen en archeologische sites inventariseren, vrijwaren, bestuderen en onder de aandacht brengen;
- 3° een eenheidsloket inzake erfgoed organiseren en beheren;
- 4° de patrimoniale fiches van de goederen die beschermd worden of zullen worden, opstellen;
- 5° de documentbronnen i.v.m. het erfgoed bewaren en organiseren, waarbij hun toegankelijkheid wordt verzekerd;
- 6° de eigenaars van beschermde goederen in het kader van hun projecten voor toewijzing, onderhoud, instandhouding en herstel ondersteunen;
- 7° adviezen over de goederen met een patrimoniaal belang uitbrengen en de vergunningen verlenen inzake de werken op beschermde goederen en zorgen voor de opvolging van hun uitwerking;
- 8° de toekenning van subsidies betreffende het onderzoek, de bewaring, het herstel en het onder de aandacht brengen van het erfgoed beheren;
- 9° de herstel- en onderhoudswerken op het Waals klein volkspatrimonium coördineren;
- 10° de eigendommen en de collecties die hem worden toevertrouwd of die het verkrijgt, beheren, bewaren, herstellen en valoriseren;
- 11° in overleg met de betrokken administraties en actoren specifieke financiële en juridische pakketten voor complexe patrimoniale projecten ontwikkelen en beheren;
- 12° de archeologische verrichtingen gebonden met name aan de preventieve archeologie en archeologie van het bebouwde gedeelte uitvoeren en organiseren;
- 13° de aanvragen beheren en de vergunningen voor archeologische opgravingen verlenen;
- 14° de aanvragen beheren, de erkenningen bedoeld in het Waalse Erfgoedwetboek toekennen en controleren;
- 15° de aanvragen beheren, de opslagplaatsen van archeologische goederen erkennen en hun beheer controleren;
- 16° de voorstellen van goederen die op de lijst van het UNESCO-werelderfgoed opgenomen moeten worden, beheren en coördineren en deelnemen aan de beheersplannen ervan;
- 17° de kennis, de bevoegdheden en de technieken via de bewustmaking en de opleiding voor de erfgoedberoepen verspreiden en ontwikkelen;
- 18° de opvangvoorzieningen op het gebied van de erfgoedberoepen organiseren en beheren;
- 9° het publiek bewust maken van het erfgoed;
- 20° in overleg met de Gewesten en de Gemeenschappen zorgen voor de vertegenwoordiging van het Waalse erfgoed op internationaal niveau binnen de Belgische delegaties;
- 21° de faam van het Waalse erfgoed op internationaal niveau bepalen en bevorderen;
- 22° de beroepen inzake erfgoed behandelen.

Art. 4. Het Agentschap beschikt over de volgende actiemiddelen :

- 1° aan de Regering voorstellen de onteigening wegens algemeen nut voort te zetten in het kader van de in artikel 212, § 2, van het Waalse Erfgoedwetboek voorziene onteigening of om het Instituut zijn taak te laten vervullen;
- 2° alle activiteiten met een rechtstreeks of onrechtstreeks verband met zijn opdrachten ontwikkelen en uitoefenen;
- 3° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die nuttig is voor de uitvoering van haar doel.

Art. 5. Voor de uitvoering van haar opdrachten beschikt het Agentschap over onroerende goederen en roerende goederen met een patrimoniaal belang die zijn toegewezen vermogen vormen. De inventaris van dit erfgoed wordt door de Regering vastgesteld.

HOOFDSTUK III - *Het personeel*

Art. 6. Bij het Agentschap worden aangesteld :

- 1° de personeelsleden overgeplaatst van het Instituut naar het Waalse Gewest krachtens het decreet van 12 juli 2017 tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon";
- 2° de personeelsleden aangesteld bij het Departement Erfgoed van het DGO4;
- 3° de personeelsleden aangesteld in de buitendirecties van het DGO4 en die taken betreffende de bevoegdheid van het Erfgoed uitoefenen.

Art. 7. De personeelsleden van het Instituut worden bij naam overgeplaatst bij een besluit van de Regering. Deze overplaatsingen vormen geen nieuwe benoemingen.

Art. 8. § 1. De overgeplaatste personeelsleden van het Instituut behouden minstens de bezoldiging die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in het Instituut de functie hadden uitgeoefend die zij bekleedden op de dag vóór hun overplaatsing.

Ze behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

§ 2. Ze behouden de uitkeringen, vergoedingen of premies en de andere voordelen die ze in hun oorspronkelijke dienst genoten, overeenkomstig de regelgeving die op hen toepasselijk was.

Ze behouden de voordelen in verband met een ambt als de voorwaarden voor hun toekenning nog altijd bestaan.

HOOFDSTUK IV - *Overkoepelend coördinatieplatform*

Art. 9. Het overkoepelend coördinatieplatform vergemakkelijkt de uitvoering en de opvolging van de projecten van het Agentschap.

Art. 10. Het overkoepelend coördinatieplatform bestaat uit de directeurs van het Agentschap en wordt voorgezeten door de in artikel 2 bedoelde expert inspecteur-generaal. De directeur-generaal van het DGO4 kan beslissen om dit platform bij te wonen.

Het overkoepelend coördinatieplatform kan elke personen verzoeken om deel te nemen aan zijn vergaderingen.

Tijdens het eerste kwartaal volgend op de oprichting van het Agentschap stelt het overkoepelend coördinatieplatform een huishoudelijk reglement op dat zijn voorzitter ter goedkeuring aan de Minister voorlegt.

HOOFDSTUK V - *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 11. In artikel 505 van het Waalse Erfgoedwetboek wordt 1° vervangen als volgt: "1° administratie : het "Agence wallonne du patrimoine";

Art. 12. In artikel 506 van hetzelfde Wetboek wordt punt 7° opgeheven.

Art. 13. In artikel 508, § 1, worden de woorden "de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de expert inspecteur-generaal".

Art. 14. In artikel 509, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "evenals aan het "Institut du Patrimoine wallon" indien het een goed betreft opgenomen op één van de lijsten bedoeld in artikel 218" opgeheven.

Art. 15. In artikel 513/2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014, worden de woorden "evenals aan het "Institut du Patrimoine wallon" indien het een goed betreft opgenomen op één van de lijsten bedoeld in artikel 138" opgeheven.

Art. 16. In artikel 514 van hetzelfde Wetboek wordt punt 2° vervangen als volgt: "2° administratie : het "Agence wallonne du patrimoine";

Art. 17. In artikel 514/3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, punt 5°, worden de woorden "van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie of diens vertegenwoordiger" vervangen door de woorden "van de administratie";

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 514/17, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014, worden de woorden "evenals aan het "Institut du Patrimoine wallon" gericht indien het een goed betreft opgenomen op één van de lijst bedoeld in artikel 218 van het Wetboek" opgeheven.

Art. 19. In artikel 515, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2004, worden de woorden "de inspecteur-generaal van de Afdeling Patrimonium bekleed met de opdracht" vervangen door de woorden "de expert inspecteur-generaal van het "Agence wallonne du Patrimoine";

Art. 20. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van de Waalse Gewestexecutieve, wordt punt 19° opgeheven.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 22. De Minister van Erfgoed en de Minister van Ambtenarenzaken worden belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2017.

Voor de Regering,
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN